

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***16307763***Déposé
05-04-2016

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/04/2016 - Annexes du Moniteur belge

0651614623

N° d'entreprise :**Dénomination (en entier) : L'ENFER**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Route de Lautenne, Rosée 192
(adresse complète) 5620 Florennes**Objet(s) de l'acte : Constitution**

En vertu d'un acte reçu ce 4 avril 2016 par Maître Vincent MAILLARD, Notaire à Chimay, en cours d'enregistrement, il résulte textuellement ce qui suit:

1° Monsieur LIZIN Dominique Freddy, né à Namur le 17 août 1967, inscrit au registre national sous le numéro 67.08.17-139.38, divorcé, non remarié, domicilié à 5640 Mettet, Rue Croix de Bourgogne 16A.

2° Madame DEMINNE Sabrina Sandrine, née à Namur le 16 novembre 1979, inscrite au registre national sous le numéro 79.11.16-100.89, célibataire, domiciliée à 5640 Mettet, Rue Croix de Bourgogne, 16.

Comparants qui autorisent le notaire à mentionner leur numéro de registre national dans le présent acte.

Ci-après dénommés «les comparants».

CONSTITUTION

Les comparants requièrent le notaire soussigné d'acter qu'ils constituent entre eux une société commerciale et de dresser les statuts d'une société privée à responsabilité limitée, dénommée « L'ENFER », ayant son siège social à 5620 Rosée, route de Lautenne 192, au capital de quarante mille euros (40.000,00- EUR), représenté par quatre cents (400) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/quatre centième (1/400ème) de l'avoir social.

Les comparants déclarent souscrire les quatre cents (400) parts sociales de la manière suivante :

1) Apport en espèces par Madame Sabrina DEMINNE à concurrence d'une (1) part sociale au prix de cent euros (100 €), soit pour un total de cent euros (100 €).

Ils déclarent et reconnaissent que chacune des parts ainsi souscrites est libérée par un versement en espèces effectué au compte spécial numéro BE82 3631 6009 1668.

ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque ING.

Nous, Notaire, attestons que ce dépôt a été effectué conformément à la loi.

Une attestation de ce dépôt a été remise au notaire soussigné.

La société a par conséquent et dès à présent à sa disposition une somme de cent euros (100 €).

2) Apport en nature d'un ensemble de bien appartenant à Monsieur Dominique LIZIN à concurrence de trente-neuf mille neuf cents euros (39.900,00- EUR).

L'apport effectué par Monsieur LIZIN se compose essentiellement de la liste des biens repris ci-après, suivant la liste mentionnée dans le rapport du réviseur d'entreprises, savoir :

1) un groupe électrogène de marque JODAP

2) Matériel "HORECA"

Quantité Description

50 tables noires avec 4 pieds

12 chaises en bois brun et blanc

40 chaises en bois brun et blanc

1 bar en bois et barres en cuivre

1 fauteuil rouge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

Réservé
au
Moniteur
belge

Volet B - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/04/2016 - Annexes du Moniteur belge

5 réfrigérateurs 377 tyoe 777 C 110.000
 1 réfrigérateur TEF COLF
 1 frigo Caslberg
 1 machine à glaçons Hoshizaki Maker
 2 machines à glaçons DIAMOND
 1 frigo à glace
 1 table en inox rectangulaire 2 étages
 ~~1 petite table en inox rectangulaire
 1 armoire chauffante
 1 machine à poulet
 1 petite chambre froide ABX 700N
 1 Fourneau 6 bec + four
 1 Fourneau 6 bec + four
 1 grillage industriel
 1 fourneau 4 bec
 1 trancheuse OMAS
 1 sortie de plonge en inox
 24 chaises en fer forgé
 1 table 4 personnes en fer
 1 armoire chauffante
 8 tables de tréteaux
 1 bahut BOSCH
 2 tables comptoir 2 niveaux
 4 tabourets
 2 tables de boucherie
 1 machine à griller BUFFOLO
 1 Frigo ESTA
 1 salamandre
 1 table en inox
 6 dînettes
 2 casseroles en fonde avec couverles
 17 cartes
 30 ramequins ronds
 30 ramequins carrés
 30 ramequins ronds (petits)
 1 appareil à fondue
 21 ramequins carrés
 50 assiettes blanches carrées
 30 petites assiettes carrées
 1 frigo
 1 marmitte
 4 verres à bière
 1 casserole à moule
 3 bacs à fondue
 4 plats ronds
 1 casserole
 10 cuillères en bois
 17 verres à bière
 18 flûtes
 6 verres sur pied
 12 verres à vin
 6 verres à gouttes
 48 verres à vin
 18 bouteilles carafe 1 L
 14 coupes à champagne
 14 bouteilles carafe 1/2 L
 25 verres à vin
 24 flûtes
 8 casseroles
 33 assiettes blanches carrées
 30 assiettes à sorbet
 14 timbales
 6 grosses timbales

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature.

2 sauteuses
1 casserole
10 poeles à crêpes
2 marmites
2 sauteuses hautes
2 fondues
2 parasols blancs
2 bacs en plastique
2 éviers INOX
14 petits paniers à pain
6 grands paniers à pain en osier
1 hotte en inox
1 table inox en coin
60 assiettes rectangulaires blanches
24 plats blancs
6 fondues
30 assiettes en verre
1 enseigne lumineuse
1 grillade à gaz
1 lot différents verres
2 friteuses
1 bain marie
1 destructeur de feuilles

En synthèse, l'ensemble des biens qui sont apportés par Monsieur LIZIN sont les suivants :

Compresseur JODAP: 19.900,00

Matériel HORECA: 20.000,00

Total 39.900,00

CONDITIONS GENERALES DE L'APPORT.

1. Les biens sont apportés dans l'état où ils se trouvent actuellement et, la société en aura la propriété et la jouissance à compter de ce jour.
2. les biens sont apportés sans garantie de qualité ni contre vices ou défauts, apparents ou cachés.

Monsieur LIZIN déclare et certifie :

- que cet ensemble est sa propriété exclusive ;
- que ces biens sont dans un état tel qu'ils gardent toute leur valeur d'utilisation pour la présente société, au même titre que pour lui précédemment.
- qu'aucun crédit de quelque nature qu'il soit n'est apporté à la société.
- qu'aucun tiers ne peut se prévaloir d'un quelconque droit de propriété ou de préférence ni d'aucune action en revendication ou résolutoire sur ces derniers.
- qu'aucun accord de créancier ne doit être obtenu quant à cet apport.

REMUNERATION DE L'APPORT.

En rémunération de cet apport dont tous les comparants déclarent avoir parfaite connaissance, il est attribué à Monsieur LIZIN, 399 parts de capital entièrement libérées.

RAPPORTS.

L'apport en nature fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises Monsieur Georges EVERAERT, Réviseur d'Entreprises, à 7130 Binche, Rue de Merbes 35 en date du 31 mars 2016.

Ce rapport conclut que :

" En conclusion, je soussigné Georges EVERAERT, Réviseur d'Entreprises, domicilié rue de MERBES 35 à 7130 BINCHE, inscrit au tableau de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sous le n° 633, atteste, conformément au Code des Sociétés et aux normes de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises applicables en la matière que la description de l'apport en nature effectué dans le cadre de la constitution de la société privée à responsabilité limitée «L'Enfer», dont le siège social sera situé rue de LAUTENNE 192 à 5620 ROSEE telle qu'elle figure dans le présent rapport, répond aux critères normaux de clarté et de précision.

Les modes d'évaluation adoptés par les parties pour chaque apport sont justifiés par les principes de l'économie d'entreprise. Ils sont appliqués de façon appropriée pour déterminer le nombre de parts sociales à émettre. Ils conduisent à des valeurs d'apport qui correspondent au moins au nombre et au pair comptable des parts sociales à émettre en contrepartie.

En contrepartie de cet apport évalué à la somme globale de 39.900,00 € (trente-neuf mille neuf cents euros), Monsieur Dominique LIZIN, associé-fondateur, domicilié rue CROIX DE BOURGOGNE 16 à 5640 METTET, se verra attribuer 399 parts sociales de la société à constituer, entièrement libérées, représentant chacune, 1/400ème du capital social. Aucune autre rémunération ne sera attribuée à Monsieur LIZIN en contrepartie de cet apport.

Je me dois de rappeler que, dans le cadre de cette opération, le réviseur n'a pas à se prononcer sur

le caractère légitime et équitable de la transaction. En d'autres termes, ce rapport ne consiste pas en une « fairness opinion ».

Je n'ai pas eu connaissance d'événements postérieurs à mes contrôles et de nature à modifier en quoi que ce soit les présentes conclusions. »

Les fondateurs ont dressé le rapport spécial prescrit par les articles 219 du Code des sociétés.

Ces deux rapports seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Dinant, en même temps qu'une expédition du présent acte.

Plan financier

Avant la passation de l'acte, le fondateur a remis au notaire le plan financier de la société, conformément à l'article 215 du Code des sociétés.

Les comparants déclarent que ce plan financier a été rédigé avec l'assistance d'un professionnel.

En outre, le Notaire donne lecture de l'article 212 du Code des sociétés.

STATUTS

TITRE I. FORME – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – OBJET – DUREE

Article 1. Forme

La société commerciale, adopte la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Article 2. Dénomination

Elle est dénommée « L'ENFER ». Les dénominations complète et abrégée peuvent être utilisées ensemble ou séparément. Dans tous documents écrits émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention SOCIETE PRIVEE A RESPONSABILITE LIMITEE ou des initiales SPRL, des termes "Registre des personnes morales » ou des initiales « R.P.M. » suivis du siège du Tribunal du Commerce dans le ressort duquel la société a son siège social, ainsi que des initiales TVA BE suivies du numéro d'entreprise.

Article 3. Siège social

Le siège social est établi à 5620 Rosée, Route de Lautenne 192.

Il peut être transféré en tout endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale, par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs pour accomplir les formalités de publicités relatives audit transfert.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 4. Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, sans que cette énumération soit limitative :

- l'exploitation de discothèques, de débits de boisson, dancings ou d'établissements semblables.
- l'organisation, l'animation d'événements et de soirées en tout genre ainsi que leur promotion si nécessaire, l'organisation de fêtes et de spectacles.
- toutes activités entrant dans le secteur Horeca, telle la création, l'exploitation ou la mise en exploitation de restaurants, maisons de logements, établissement hôtelier, brasserie, et ce qui s'y rapporte, cafés, snacks-bars, bars, friagerie, pizzeria, salles de consommation, tavernes, débits de boissons, service traiteur et livraison à domicile, organisation de banquets, achat et vente de vins, bières, spiritueux ou autres boissons et produits alimentaires, alimentation générale, l'exploitation de tout établissement relatif à ce sujet ;
- l'exploitation d'activité de gardiennage

Elle peut notamment se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société liée ou non.

Elle peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes sociétés, associations ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sien ou susceptible de favoriser le développement de ses activités.

La société peut être administrateur, gérant ou liquidateur.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

L'énumération qui précède n'est pas limitative de sorte que la société peut effectuer toutes opérations susceptibles de contribuer à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Article 5. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL

Article 6. Capital social

Lors de la constitution, le capital social est fixé à quarante mille euros, intégralement libéré.

Il est représenté par QUATRE CENTS (400) parts sociales avec droit de vote, sans désignation de

Volet B - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/04/2016 - Annexes du Moniteur belge

valeur nominale, représentant chacune un quatre centième (1/400ème) de l'avoir social, entièrement libérées.

TITRE III. TITRES

Article 7. Indivisibilité des titres

Les titres sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux associés, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le titre fait l'objet d'une copropriété, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une part, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 8 - Cession et transmission de parts

A/ Cessions libres

Les parts peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés.

B/ Cessions soumises à agrément

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours, néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert choisi de commun accord ou, à défaut, par le président du tribunal de commerce du siège social, statuant comme en référé. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Article 9. Registre des parts sociales

Les parts sociales sont nominatives. Elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des parts sociales, tenu au siège social ; ce registre contiendra la désignation précise de chaque associé, du nombre de parts lui appartenant, ainsi que l'indication des versements effectués. Les titulaires de parts ou d'obligations peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres. Tout tiers intéressé peut également prendre connaissance de ce registre, sans déplacement de celui-ci et moyennant une demande écrite adressée à la gérance qui précisera les modalités de cette consultation. Les transferts ou transmissions de parts sont inscrits dans ledit registre, datés et signés par le cédant et le cessionnaire dans le cas de cession entre vifs, et par le gérant et le bénéficiaire dans le cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

TITRE IV. GESTION – CONTRÔLE

Article 10. Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de la gérance lui est attribuée.

L'assemblée qui nomme le ou les gérant(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat de gérance sera censé conféré sans limitation de durée.

Les gérants ordinaires sont révocables ad nutum par l'assemblée générale, sans que leur révocation donne droit à une indemnité quelconque.

Article 11. Pouvoirs du gérant

Conformément à l'article 257 du Code des sociétés et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

Article 12. Rémunération

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est gratuit.

Article 13. Contrôle de la société

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Dans ce cas, chaque associé possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire. Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Article 14. Tenue et convocation

Il est tenu chaque année, au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations, une assemblée générale ordinaire le troisième vendredi du mois de juin, à 18 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul associé, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par la gérance, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'associés représentant le cinquième du capital social. Dans ce dernier cas, les associés indiquent leur demande et les objets à porter à l'ordre du jour. La gérance convoquera l'assemblée générale dans les quinze jours de la demande.

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative de la gérance ou des commissaires. Les convocations sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à sa convocation si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 15 - Représentation

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé porteur d'une procuration spéciale.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non associé.

Article 16. Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

Article 17. Présidence - procès-verbaux

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être associé.

§ 2. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'associé unique sont consignés dans un registre tenu au siège social. Ils sont signés par le président de séance et par les associés présents qui le demandent. Les expéditions, copies ou extraits sont signés par un gérant.

Article 18. Délibérations

§ 1. Dans les assemblées, chaque part sociale donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les parts sans droit de vote.

Au cas où la société ne comporterait plus qu'un associé, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Tout associé peut donner à toute autre personne, associée ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place.

§ 2. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 3. Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité simple des voix des suffrages exprimés.

§ 4. En cas de démembrement du droit de propriété d'une part sociale entre usufruitier et nu(s)-propriétaire(s), les droits de vote y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un gérant.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES

Article 19. Exercice social

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

L'exercice social commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année. À cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, elle assure la publication, conformément à la loi.

Article 20. Affectation du bénéfice

Sur le bénéfice net, tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est prélevé annuellement au moins cinq pour cent (5%) pour être affectés au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint la dixième du capital social, mais doit être repris si, pour quelque motif que ce soit, ce fonds de réserve vient à être entamé. Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de la gérance, dans le respect des dispositions légales.

TITRE VII. DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 21. Dissolution

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique - délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

Article 22. Liquidateur

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par le ou les gérants en fonction, sous réserve de la confirmation ou de l'homologation de son (leur) mandat par le tribunal compétent, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les émoluments, sous réserve de la confirmation ou de l'homologation de son (leur) mandat par le tribunal compétent.

Article 23. Répartition de l'actif net

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence de parts sociales non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les parts soit par des appels de fonds complémentaires à charge des parts insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des parts libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les associés en proportion de leurs parts sociales et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation de sommes nécessaires à cet effet, l'actif est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, si toutes les parts sociales ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent préalablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

TITRE VIII. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24. Élection de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

Article 25. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses associés, gérants, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 26. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

DISPOSITIONS FINALES ET (OU) TRANSITOIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'un extrait de l'acte constitutif, conformément à la loi.

1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire.

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'un extrait du présent acte et finira le trente-et-un décembre deux mille seize.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu en 2017.

2. Gérance

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérants à un

Est nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée : Monsieur Dominique LIZIN précité.

Il est nommé jusqu'à révocation et peut engager valablement la société sans limitation de sommes. Son mandat est exercé gratuitement.

Le gérant reprendra, le cas échéant, dans le délai légal, les engagements souscrits au nom de la société en formation.

3. Commissaire

Compte tenu des critères légaux, les comparants décident de ne pas nommer de commissaire.

4. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le premier mars deux mille seize par l'un ou l'autre des comparants au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée, par décision de la gérance qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par la société de sa personnalité juridique.

5. Pouvoirs

Le gérant ou toute autre personne désignée par lui, est désigné en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises, et éventuellement de l'administration de la TVA.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

Pour extrait analytique confirme,

Vincent MAILLARD

Notaire 6460 Chimay, Rue de Forges 2

Remis au Notaire:

- rapport du réviseur
- rapport spécial des fondateurs
- Attestation bancaire